

Procès-Verbal du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'Exploitation de
la régie Vélib'

Séance du 09 novembre 2017

Le neuf novembre deux mille dix-sept, à 16h30, le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'Exploitation, dûment convoqué le vendredi 3 novembre 2017, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice : 69

Nombre de personnalités qualifiées extérieures : 2

Nombre de délégués, de personnalités présents ou représentés : 41 (dont 9 pouvoirs)

Étaient présents :

Titulaires :

Mme France Bernichi (Alfortville), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), M. Ali Zahi (Bondy), M. Samuel Besnard (Cachan), M. Pascal Turano (Charenton-le-Pont), Serge Kehyayan (Clamart), M. Bernard Accart (Courbevoie), M. Michel Faye (Fontenay-aux-Roses), M. Christophe Bernier (Gennevilliers), M. Fatah Aggoune (Gentilly), Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), M. Ibrahima Traoré (Le Kremlin-Bicêtre), M. Christophe Paquis (Les Lilas), Mme Sophie Deschiens (Levallois-Perret), M. Arnold Voillemin (Livry-Gargan), Mme Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Mme Catherine Pilon (Montreuil), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Jean-Jacques Pasternak (Nogent-sur-Marne), M. Philippe Lebeau (Pantin), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Christophe Najdovski (Paris), Mme Marie-Michelle Phojo (Romainville), Mme Monique Bouteille (Rueil-Malmaison), Mme Cécile Ranguin (Saint-Denis), M. Alain Guetrot (Saint-Maurice), M. Patrice Pattée (Sceaux), Mme Christine Bruneau (GPSO), M. Hervé Lievre (GPSO), M. Jean-Marc Szmargd (GPSO), M. Bernard Roche (GPSO), M. Patrick Ollier (la Métropole du Grand Paris).

Personnalités qualifiées extérieures :

Mme Geneviève Laferrere, Véronique Michaud.

Suppléant(e)s avec voix délibératives :

M. Mathieu Tellier (Aulnay-Sous-Bois), Mme Catherine Denis (Bagnolet), M. Patrice Marchal (Nanterre), Mme Anne-Laure Lebreton (Puteaux), M. Dominique Lebrun (Saint-Cloud), Mme Tiffany Culang (Saint-Mandé), Mme Florence de Pampelonne (GPSO).

Excusés ayant donné pouvoir :

M. Bruno Tuder (Bagneux) donne pouvoir à Samuel Besnard, M. Stéphane Prat (Ivry-sur-Seine) donne pouvoir à M. Ibrahima Traoré, M. Boutaëb Kaddani (Joinville-le-Pont) donne pouvoir à Pascal Turano, M. Jean-Luc Decobert (le Pré Saint-Gervais) donne pouvoir à Marie-Michelle Phojo, M. Mahrouf Bounegta (Villejuif) donne pouvoir à M. Alain Guetrot, M. Christophe Boissière (Vincennes) donne pouvoir à Tiffany Culang, M. Gauthier Mougin (GPSO) donne pouvoir à Christine Bruneau (GPSO), M. Michel Jiaume (GPSO) donne pouvoir à Jean-Marc Szmargd, Mme Aline de Marcillac (GPSO) donne pouvoir à Hervé Lièvre (GPSO).

Excusés :

M. Christian Métairie (Arcueil), M. Philippe Pierre (Argenteuil), M. Jean-François Monino (Aubervilliers), Mme Isabelle Spiers (Bourg-la-Reine), M. Jean-Pierre Spilbauer (Bry-sur-Marne), Ali Id Elouali (Choisy-le-Roy), Mme Alice le Moal (Clichy-la-Garenne), M. Hervé Hemonet (Colombes), M. Pierre Garzon (Val-de-Marne), M. Yoann Rispal (Fontenay-sous-Bois), M. Robin Reda (Juvisy-sur-Orge), M. Didier Dousset (le Plessis Tréville), M. Bernard Cacace (le Raincy), M. Rodéric Aarsse (Malakoff), M. Éric Schindler (Neuilly-sur-Seine), M. Bernard Girault (Noisy le Sec), M. Jean-Paul Fauconnet (Rosny-sous-Bois), M. Sylvain Berrios (Saint-Maur-des-Fossés), Mme Amirouche Laidi (Suresnes), M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine), M. Daniel Guiraud (la Métropole du Grand Paris)

Assistaient également à la séance :

Mme Véronique Haché, directrice du Syndicat, Mme Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, M. Malik Salemkour, directeur juridique, de la commande publique et des finances, M. Olivier Bonnefoy, directeur des services techniques, et M. Pierre Rapeau, chargé de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 12 octobre 2017
2. Délibération :
Avis requis sur les tarifs du service Vélib' Métropole
3. Points divers

La Présidente, informe les membres que des salariés de Cyclocity sont présents.

M. Patrick OLLIER (La Métropole du Grand Paris) indique qu'il a vu les salariés de Cyclocity le matin même dans sa mairie et indique s'être engagé à les laisser poser des questions pendant ce Comité syndical au travers de la parole d'un de leurs représentants.

La Présidente propose de donner la parole à un des représentants de Cyclocity à la fin de l'examen des points inscrits à l'ordre du jour du Comité et ouvre la séance à 16h39 après avoir constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme Tiffany Cullang est désignée secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 12 octobre 2017

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal de la séance du 12 octobre 2017.

En l'absence d'observations, le procès-verbal du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 12 octobre 2017 est adopté à l'unanimité.

2. Délibération

2.1 Avis sur les tarifs du service Vélib' Métropole (délibération VM 2017 06)

La Présidente rappelle que le Comité syndical regroupe 67 communes, dont Paris. Ces dernières se sont engagées à proposer le service sur leur territoire. Elle ajoute que des discussions se poursuivent avec les communes qui n'ont pas encore décidé d'adhérer dans le but d'augmenter le nombre de villes adhérentes.

Elle souligne que le monde des vélos en libre-service partagés est en pleine évolution. A la suite des discussions du dernier Comité syndical, les membres ont reçu, une note du Syndicat expliquant les offres de *free floating* arrivées sur le territoire parisien. Les petits vélos verts commencent déjà à apparaître dans les communes. Leur offre commerciale arrive de manière opportuniste dans la rue alors même que Vélib' est en période de transition. En effet, les services Vélib' 2017 laisseront place au service Vélib' 2018 à partir du 1^{er} janvier.

Elle précise qu'il existe cependant des différences importantes dans le service proposé et dans les tarifs. Dans l'article 9, qui a été envoyé aux membres, il a été rappelé que, pour ces services de *free floating*, la caution au temps est de 50 euros dès la première utilisation. Ce n'est pas le cas aujourd'hui chez Vélib' version 2017. La 1^{re} minute d'utilisation de ce vélo en *free floating* est payante alors que dans les offres tarifaires proposées aujourd'hui par Vélib, 30 minutes de gratuité sont comprises pour les abonnés. Cela fait partie, dit-elle, des éléments qui ont contribué au succès de Vélib et il est prévu de conserver cette caractéristique tarifaire.

En revanche, pour rester compétitif face aux offres de *free floating*, le tarif d'abonnement mensuel pour le vélo mécanique est à 3,10 euros par mois aujourd'hui, alors que les membres du Comité ont validé, dans le cahier des charges de l'appel d'offres, un abonnement mécanique allant jusqu'à plus de 4 euros par mois. Le tarif actuel est donc inférieur à ce que les membres ont validé dans le cahier des charges. Financièrement, la proposition vise à être au moins aussi attractive que les vélos en *free floating*.

En termes de services, Vélib' va proposer des services complètement différents de l'offre privée. Cette dernière n'a pas d'assistance électrique, alors que l'abonnement à Vélib' permettra l'accès au vélo électrique.

Les vélos Vélib' sont beaucoup plus solides et sécurisés. Vélib' propose des vélos dans des stations clairement identifiées avec un maillage serré. Aujourd'hui, les vélos en *free floating* sont disposés de manière aléatoire sur l'espace public, sur l'ensemble du territoire. Ils peuvent donc contribuer à gêner les cheminements piétons, l'accessibilité aux trottoirs. Ils peuvent poser à termes un vrai sujet aux élus. En effet, l'entreprise privée n'a pris aucun engagement pour débarrasser l'espace public des vélos qui se dégraderont à un moment donné. Dans d'autres villes françaises et étrangères, des mesures de régulation ont d'ailleurs été mises en œuvre en raison des difficultés d'encombrement de l'espace public dont la responsabilité incomberait aux élus.

La Présidente explique ensuite que les tarifs doivent permettre de rester attractifs face à l'offre de *free floating* et, en même temps, de sécuriser les recettes et de fiabiliser le reste à charge des communes. Elle précise que plus les tarifs des usagers sont bas, plus la prise en charge, par les communes, est élevée. La grille tarifaire proposée a été pensée dans l'esprit d'un équilibre subtil entre tarifs attractifs et budget confortable pour les communes. Ces tarifs, précise-t-elle, ont été discutés en amont avec les membres du bureau et seront débattus plus tard lors de la séance, ainsi que les noms associés.

Elle donne ensuite la parole à M. Olivier Bonnefoy pour la présentation des tarifs.

M. Olivier Bonnefoy (directeur des services techniques) au moyen d'un Powerpoint diffusé sur écran détaille les conditions tarifaires pour les usagers Vélib' Métropolitains de la manière suivante :

Trois abonnements longue durée sont proposés :

- l'abonnement « Vélib' Liberté » à 0 €/mois, qui autorise l'utilisation d'un vélo mécanique pour 1 €/demi-heure et d'un vélo électrique pour 2 €/demi-heure ;
- l'abonnement « Vélib' Mécanique » à 3,10 €/mois en tarif plein et 2,30 €/mois en tarif jeunes et 1,55 €/mois en tarif solidarité, qui offre 1/2h gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire), et autorise l'utilisation du vélo électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2€ ;
- l'abonnement « Vélib' Electrique » à 8,30 €/mois en tarif plein et 7,10 €/mois en tarif jeunes et 4,15 €/mois en tarif solidarité, qui permet d'utiliser un vélo électrique avec la 1^{re} demi-heure gratuite, les suivantes étant facturées 1 €, ou l'utilisation du vélo mécanique pendant 1h, les demi-heures supplémentaires étant facturées 1 €.

Les prélèvements des sommes dues au titre de ces abonnements et usages se font :

- le jour de début d'abonnement pour la première échéance puis chaque mois au jour anniversaire de la souscription de l'abonnement ;
- au jour anniversaire de la souscription de l'abonnement + 1 mois pour la facturation des consommations.

Exemple : pour un abonnement débutant le 15 mars 2018, l'utilisateur sera facturé le 15 mars 2018 de sa première échéance d'abonnement puis le 15 avril 2018 pour sa seconde échéance d'abonnement et les consommations éventuelles liées aux locations effectuées entre le 15 mars et le 14 avril.

Le prélèvement mensuel assure un étalement dans le temps du coût de l'abonnement pour l'utilisateur et minimise les risques d'impayés pour le prestataire et le Syndicat (sécurisation des recettes et du reste à charge financé par les communes).

Pendant la période du 1^{er} janvier au 31 mars, et comme signe de bienvenue à tout nouvel usager, il est proposé que les abonnements « Vélib' Mécanique » et « Vélib' Electrique » souscrits entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2018 inclus, bénéficient d'un tarif d'abonnement réduit de 50 % pour les mensualités de janvier, février et mars.

Quatre abonnements courte-durée complètent l'offre :

- l'abonnement « Vélib' 1 Jour » pour une personne, au tarif de 5 €, et qui offre durant 24 heures la possibilité de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire), et autorise l'utilisation du vélo électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2 € ;
- l'abonnement « Vélib' 7 Jours » pour une personne, au tarif de 15 €, et qui offre durant 7 jours la possibilité de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire), et autorise l'utilisation du vélo électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2 € ;
- l'abonnement « Tribu 1 Jour », au tarif de 15 € permet d'emprunter jusqu'à 5 vélos simultanément durant 24 heures et de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire).
- Il autorise également l'utilisation de vélos électriques pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2 € ;
- l'abonnement « Tribu 7 Jours », au tarif de 15 € x le nombre de vélos souhaités (30 € pour deux vélos, 45 € pour trois vélos, etc...). Il permet d'emprunter jusqu'à 5 vélos simultanément durant 24 heures et de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire). Il autorise également

l'utilisation de vélos électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2 €.

Une offre entreprise « Vélib' Pro » pour les déplacements professionnels est proposée permettant à une entité d'acheter plusieurs cartes offrant les prestations de l'abonnement « Vélib' Electrique » avec des cartes non nominatives.

Les entreprises qui souhaitent adhérer au dispositif, après le versement de frais de dossier de 150 € HT, bénéficient d'un abonnement annuel dégressif par carte demandée :

- 75€ HT/an/carte pour 1 à 19 cartes ;
- 71,50 € HT/an/carte pour 20 à 49 cartes ;
- 70 € HT/an/carte au-delà de 49 cartes.

Les abonnements sont dus annuellement à la date de souscription puis à chaque date anniversaire de la souscription et les consommations sont facturées trimestriellement.

Cette offre vise à inciter les entreprises à diversifier les possibilités offertes à leurs employés pour leurs trajets tant professionnels que personnels.

Les tarifs réduits

Il a été décidé et proposé lors des nombreux débats en comité syndical de conserver les tarifs réduits y compris en les appliquant aussi aux abonnements donnant accès aux vélos électriques.

Les tarifs réduits bénéficient :

- aux jeunes de moins de 27 ans quelques soient leurs conditions de ressources via les tarifs « Vélib' Mécanique Jeunes » et « Vélib' Electrique Jeunes » ;
- aux bénéficiaires de la Gratuité transport au titre de la solidarité transport qui représentent les populations les plus fragiles socialement, les boursiers de 14 à 26 ans et les jeunes en insertion de 16 à 25 ans via les tarifs « Vélib' Mécanique Solidarité » et « Vélib' Electrique Solidarité ».

Les jeunes usagers ont fait le succès du premier Vélib' (plus de 70 000 abonnés actuellement), il convient de poursuivre cette politique et de leur donner accès à la mobilité électrique non polluante et non bruyante dans toute la Métropole. Grâce aux modes de déplacements proposés par le syndicat Autolib' Vélib' Métropole nous assistons en Ile-de-France à l'émergence d'usagers qui ne posséderont jamais de voitures thermiques.

Pour mémoire les tarifs réduits sont les suivants :

Tarifs « Vélib' Jeunes » pour les moins de 27 ans (hors boursiers et jeunes en insertion bénéficiant des tarifs « Vélib' Solidarité ») :

- l'abonnement « Vélib' Mécanique » à 2,30 €/mois contre 3,10 €/mois en tarif plein ;
- l'abonnement « Vélib' Electrique » à 7,10 €/mois contre 8,30 €/mois en tarif plein.

Tarifs « Vélib' Solidarité » :

- l'abonnement « Vélib' Mécanique » à 1,55 €/mois contre 3,10 €/mois en tarif plein ;
- l'abonnement « Vélib' Electrique » à 4,15 €/mois contre 8,30 €/mois en tarif plein.

Durée des abonnements / évolution / résiliation

Les abonnements sont facturés et payés chaque mois au jour anniversaire de la souscription de l'abonnement. Les abonnements longue durée engagent pour une durée d'un an au terme de laquelle, ils sont reconductibles pour cette même durée. Les usagers seront informés en amont de la date anniversaire afin de valider ou non la reconduction.

Les seules évolutions d'abonnement autorisées en cours de contrat sont les suivantes : « Vélib' Liberté » vers « Vélib' Mécanique » ou « Vélib' Electrique », et « Vélib' Mécanique » vers « Vélib' Electrique ». L'utilisateur bénéficie des modalités liées à la nouvelle formule dès la prise en compte de sa demande d'évolution. Il ne paie le nouveau tarif qu'au prochain jour anniversaire de sa souscription. La durée d'engagement est inchangée (si la demande d'évolution intervient le 6^e mois, le contrat s'achève toujours le 12^e mois).

A l'occasion du renouvellement de l'abonnement, il est loisible pour l'utilisateur d'évoluer vers l'abonnement qu'il souhaite.

Plusieurs motifs légitiment une résiliation de droit et permettent de rompre le contrat : grossesse, déménagement, perte d'emploi et décès.

Toute autre résiliation sans motifs légitimes en cours de contrat impose à l'abonné-e de payer le montant restant dû jusqu'à l'échéance de son abonnement, celui-ci est prélevé en une fois à la prochaine échéance.

Les bonus-temps

Les bonus-temps bénéficient aux seuls abonnés « Vélib' Mécanique », « Vélib' Electrique » et aux abonnés de l'actuel Vélib'.

Un bonus-temps de 3 minutes est crédité sur le compte de l'abonné à chaque départ d'une station pleine ou à chaque arrivée dans une station vide, que le vélo concerné soit électrique ou mécanique. Une station pleine est une station dont l'état de remplissage ne permet plus à aucun utilisateur de déposer un vélo. En cas de départ d'une station pleine et d'une arrivée dans une station vide, le compte est crédité de 10 minutes.

Les abonné-es Vélib' actuels conservent les bonus-temps acquis à hauteur de 5 heures maximum. Le crédit de bonus-temps est valable tant que l'utilisateur conserve un abonnement « Vélib' Mécanique » ou « Vélib' Electrique ». Il est perdu si l'utilisateur décide de ne pas reconduire son abonnement.

Les bonus-temps peuvent être utilisés tant pour l'usage d'un vélo électrique que mécanique. Pour utiliser un bonus-temps, l'utilisateur doit avoir cumulé au minimum une 30 minutes de bonus-temps sur son compte. Les bonus-temps sont débités par tranches de 30 minutes indivisibles. Ils n'ont pas de date d'expiration et sont donc reportés sur tout nouvel abonnement « Vélib' Mécanique » ou « Vélib' Electrique ».

Cautions et pénalités

Il indique qu'y compris pour les abonnements professionnels, la caution s'établira à 300 € par carte d'abonnement, la caution ne sera pas encaissée lors de la souscription de l'abonnement (contrairement à d'autres services privés de free-floating), et ne servira qu'en cas d'application de pénalités dont les montants sont précisés ci-après.

En cas d'abonnement courte durée donnant droit à la location de plusieurs Vélib' simultanément (« Tribu 1 Jour » et « Tribu 7 Jours »), la caution, quelle que soit le nombre de vélos empruntés, sera de 600 €.

Les pénalités visent à ce que chaque utilisateur soit responsable dans l'usage d'un service public, simple d'utilisation, mais qui impose à chacun d'être respectueux de celui-ci.

Elles s'établissent à 100 € TTC pour vol de vélo avec violence et dépôt de plainte (sur présentation du dépôt de plainte, que le Vélib' volé soit électrique ou mécanique), à 200 € TTC en cas de disparition d'un Vélib' mécanique, 300 € TTC pour un Vélib' électrique ; et à 150 € TTC pour toute détérioration imputable à un utilisateur.

Enfin, en cas de perte ou de vol de la carte Vélib', l'édition d'une nouvelle carte sera facturée 5 € TTC.

Il est rappelé que les Vélos peuvent être bloqués à distance.

La Présidente s'enquiert d'éventuelles questions.

Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes) se dit surprise d'avoir eu l'information sur les nouveaux forfaits par voie de presse avant même la réunion du Comité. D'autre part, elle ne comprend pas les forfaits jeunes pour les moins de 27 ans, étant donné que les jeunes bénéficient déjà d'un autre tarif pour les 14-26 ans.

La Présidente répond qu'elle a été appelée très vite par des journalistes après l'envoi des délibérations aux membres du Comité et que le Syndicat a fait le choix de faire un communiqué de presse donnant les éléments principaux par une voie officielle.

Mme Catherine Pilon (Montreuil) s'interroge sur l'indisponibilité du système d'overflow sur l'abonnement « Liberté » aujourd'hui. Elle pense que c'est une erreur car il y a une part importante des usagers qui utilise ponctuellement le service Vélib' parmi d'autres services de transports urbains. Ces usagers seront plus méfiants à cause de la hausse du prix par rapport au service initial et, la concurrence du free-floating qui permet de se garer n'importe où contrairement au Vélib' peut poser des difficultés en cas de station pleine, sans overflow. Il serait plus simple que la règle soit la même pour tous.

M. Patrick Ollier (Métropole du Grand Paris) indique que la Métropole apporte une aide conséquente de 10 000 euros aux communes, hors Paris, pour chaque station créée et il confirme que la Métropole a voté 4 millions d'euros. Il précise que si quelques communes supplémentaires rallient le service Vélib', la Métropole fera quelques efforts afin de voter des crédits supplémentaires pour ne pas décevoir ces nouveaux entrants. Cependant, dit-il, ce discours tient dans le cadre de l'approbation de la grille tarifaire proposée par le Syndicat. Il précise que des modifications auraient des conséquences financières pour les collectivités et que la Métropole ne participera pas davantage pour financer un déséquilibre. Il termine en indiquant qu'il est nécessaire de respecter des conditions de fonctionnement correspondant aux travaux sur les tarifs élaborés conjointement.

M. Fatah Aggoune (Gentilly) approuve la précision apportée par M. Patrick Ollier sur l'équilibre à conserver au niveau des tarifs. Il insiste sur la difficulté d'aller plus loin dans la démarche, au détriment du budget des communes. Il manifeste son mécontentement au sujet de la publication des tarifs dans la presse. Par ailleurs, il souhaite savoir combien de stations sont susceptibles d'accueillir techniquement l'*overflow*. Il ajoute qu'entre le trottoir et le mur, il est impossible de mettre plus de vélos, ou alors, dit-il, au détriment du passage piéton. Il estime que pour les nouveaux opérateurs de vélos en libre-service, il est important de décider d'une réponse cohérente et en cohésion au Comité syndical en termes de communication, de service rendus et d'innovation du service. Il ajoute qu'avec les nouveaux concurrents, c'est aussi une multitude de couleurs pour les vélos sur l'espace public.

Mme Tiffany Culang (Saint Mandé) préconise de faire payer l'abonnement en une fois. Elle propose ainsi d'assurer le financement sur l'année pour les communes. Par ailleurs, elle s'interroge sur la capacité à pouvoir accueillir les abonnés tribus pour l'*overflow*.

M. Patrice Pattée (Sceaux) partage la position de M. Ollier sur l'importance du reste à charge pour les communes. La participation de la Métropole du Grand Paris a permis à de nombreuses collectivités de rejoindre le Syndicat. Il rappelle l'importance pour le nouveau Vélib' d'être métropolitain.

Si aujourd'hui, un utilisateur Vélib' dans Paris intramuros ne dépasse que rarement les trente premières minutes gratuites ; à l'échelle de la Métropole ce sera totalement différent. Par exemple, pour aller de la mairie de Sceaux à la mairie de Paris, c'est au minimum 45 minutes et donc il est nécessaire de payer le temps supplémentaire. Il ajoute que si l'on souhaite vraiment développer le vélo métropolitain, il serait aussi nécessaire d'avoir plus qu'une part de 30 % de VAE dans les stations.

Une solution serait, dit-il, de proposer un service tarifé à la minute, au prorata du dépassement du temps gratuit et cite : « si l'on prend un VAE pour un parcours long et que l'on dépasse d'une minute le temps gratuit : on ne décompte que le temps utilisé ».

Pour réduire le reste à charge des communes, il serait aussi possible de réduire le temps gratuit des VAE au quart d'heure au lieu de la demi-heure tout en comptabilisant le temps supplémentaire à la minute.

Il s'interroge aussi sur l'âge minimum requis pour utiliser le VAE.

M. Christophe Bernier (Gennevilliers) indique qu'il est très satisfait de la grille tarifaire proposée. Les tarifs permettent, avec l'aide de la Métropole du Grand Paris, d'obtenir un reste à charge pour les collectivités réduit. Il existe aussi un équilibre intéressant entre les tarifs sociaux et les tarifs jeunes.

Dans notre collectivité qui est étendue, les salariés ont besoin de solution de transports supplémentaires au quotidien, d'une aide à la mobilité, et Vélib' répond partiellement à cette problématique.

A propos du temps d'utilisation gratuit, il souhaite maintenir la demi-heure car cette offre est symbolique afin de conserver les utilisateurs lors de la transition.

Mme Florence de Pampelonne (Grand Paris Seine Ouest) s'interroge sur le flux des vélos. La topographie du territoire, dit-elle, est composée de nombreuses côtes et elle manifeste son inquiète quant à la disponibilité des VAE. Elle demande si une quantité suffisante est prévue et de quelle manière Smovengo s'organisera à ce sujet.

Mme Monique Bouteille (Rueil-Malmaison) exprime son inquiétude sur le reste à charge pour les communes en cas de déficit du marché. Le bilan de Vélib' initial, dit-elle, a été présenté avec un déficit qui a été subventionné par la mairie de Paris et l'objectif est de mieux rentabiliser aujourd'hui le Vélib' Métropolitain. Dans le cadre du forfait à 3,10 €, elle s'interroge sur la possibilité de réduire la demi-heure gratuite à un quart d'heure. Ce forfait est majoritairement utilisé sur de courtes distances et il n'est pas normal qu'un usager à Paris ne soit pas mis à contribution au-delà de son abonnement.

M. Arnold Voillemin (Livry-Gargan) s'interroge sur la possibilité d'une tarification selon la distance parcourue.

La Présidente indique que la grille tarifaire présentée est celle concernant l'année 2018. Après le premier semestre, dit-elle, il sera possible d'avoir une analyse plus fine des utilisations pour se positionner sur une modification des tarifs. Il est impossible aujourd'hui de prendre des engagements fermes sur ces tarifs alors qu'il reste l'inconnue de la transition des abonnés Vélib' actuels vers le Vélib' Métropolitain. Cependant, pour conserver ces usagers, il est déterminant de conserver la symbolique des trente premières minutes gratuites qui correspond à l'usage actuel. Pour l'utilisateur future du Vélib' Métropolitain, il aura peut-être une distance plus importante s'il souhaite aller de son domicile à son lieu de travail. Cependant, il peut aussi prendre le Vélib' pour aller de son domicile à la station de RER : le vélo serait alors un rabattement vers un mode de transport lourd, pour un parcours inférieur à trente minutes. Il est dangereux d'opposer les parisiens et les habitants de la banlieue par principe. Elle précise que si elle est élue de Paris, elle est aussi conseillère de la Métropole du Grand Paris et a plaidé pour que l'on s'affranchisse de la barrière que représente le périphérique.

Aujourd'hui, le Vélib' initial n'est d'ailleurs pas seulement parisien mais comprend 30 communes, avec des abonnés qui ne sont pas forcément parisiens. L'expérience permet d'imaginer ce que sera le Vélib' Métropolitain, tout en prenant en compte les 67 communes avec attention.

La Présidente propose la création d'un groupe d'élus qui serait chargé de surveiller, avec les services, l'évolution des usages afin d'avoir un suivi à chaque Comité syndical. Cela permettrait de préparer la grille tarifaire pour 2019.

Elle partage les remarques faites sur l'overflow : son importance dans les offres d'abonnements et sur toutes les stations.

Elle informe les membres qu'elle est très attentive sur les offres en free-floating et précise que la mairie de Paris rencontre les différents opérateurs le 16 novembre.

Sur le paiement des abonnements, la Présidente informe de la possibilité de régler l'année due en une seule mensualité.

A propos de la régulation, elle indique que les VAE et l'overflow vont permettre de réduire les stations totalement vides ou pleines. Il existe une « auto-régulation » qui permet d'imaginer la présence d'un nombre plus importants de VAE sur des zones à forts dénivelés. Sur la tarification, la facturation selon la distance parcourue ou à la minute peut être une possibilité à étudier dans le futur bien que cela ne soit pas prévu.

La Présidente donne ensuite la parole à Mme Véronique Haché.

Mme Véronique Haché (Directrice du Syndicat) précise que le délai de carence, c'est à dire le temps pour un usager de pouvoir louer un vélo avec 30 minutes gratuites, est supprimé. Elle indique que toutes les stations seront au début en overflow et, ensuite, son usage sera étudié.

Elle précise qu'en Ile-de-France, le temps de trajet moyen entre le domicile et le travail est de 40 minutes durant les 20 dernières années.

Elle informe qu'aujourd'hui, le service Vélib' initial est interdit au moins de 14 ans.

Sur les tarifs, elle présente le tarif réduit pour les moins de 27 ans et un tarif plus faible « social » qui concernera l'usager bénéficiant du RSA, les boursiers, etc.

M. Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest) demande s'il est nécessaire de maintenir un tarif réduit pour les jeunes de 27 ans car s'ils ne sont pas boursiers ou étudiants, ils peuvent avoir une rémunération importante.

M. Patrick Ollier (Métropole du Grand Paris) affirme à nouveau que la Métropole est favorable à ces tarifs et que les calculs ont été faits à partir de cette grille. Il est inquiet des changements qui pourraient être appliqués à cette grille sans en connaître les conséquences.

Il précise que la Métropole du Grand Paris participe à hauteur de 5 millions d'euros pour la création de connexions entre les communes à travers les pistes cyclables. Il appelle à la présentation de projets de financement par les élus des collectivités pouvant être concernés.

M. Samuel Besnard (Cachan) souligne l'état d'esprit métropolitain qui anime le Comité et exprime son accord avec la Métropole du Grand Paris sur les tarifs. Il est nécessaire d'être mesuré et clair sur les évolutions. Il souhaite remercier la ville de Paris qui ne mobilise pas la subvention de la Métropole du Grand Paris pour ses propres stations et permet cet impact sur le reste à charge des communes.

Mme Marie-Michelle Phojo (Romainville) souhaite savoir s'il est possible pour une commune d'avoir un abonnement professionnel à prix réduit pour ses agents.

M. Patrice Pattée (Sceaux) souhaite conserver les abonnés Vélib' actuels lors de la transition et confirme ne pas vouloir la réduction de la demi-heure gratuite pour les abonnés à l'offre mécanique. Il propose que pour le nouveau service, la facturation ne soit plus par tranche de demi-heure mais à la minute ou à minima au quart d'heure.

Concernant le délai de carence, M. Patrice Pattée ne souhaite pas voir la suppression de ce délai afin d'éviter les excès des usagers et les difficultés engendraient aux stations.

Sur la régulation, il exprime sa crainte de ne voir aucune place disponible dans les stations Vélib' proche des RER de Banlieue le matin avec les vélos mécaniques alors que les VAE permettront d'aller à Paris directement.

La Présidente indique qu'aujourd'hui le service compte 60 000 abonnés de moins de 27 ans à un tarif réduit. Ce public est captif et il est souhaitable qu'ils puissent conserver un abonnement dans cette continuité. Elle précise que la mairie de Paris souhaitait voir ce tarif appliqué jusqu'à 30 ans. Elle propose de conserver cette caractéristique.

Concernant les tarifs professionnels pour les collectivités, elle trouve la remarque intéressante et souhaite qu'il en soit rediscuté.

Elle soumet ensuite pour avis la délibération.

Avis défavorable : 1 (Sceaux)

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, EMET UN AVIS FAVORABLE à la majorité sur les tarifs généraux d'utilisation du service public Vélib' fixés à l'annexe jointe à la présente délibération.

3. Points divers

- Nomination des différents abonnements Vélib'

La Présidente donne la parole à Mme Mélody Tonolli.

Mme Mélody Tonolli (Directrice de la communication) détaille le PowerPoint diffusé sur écran :

Concernant les noms des abonnements

Elle indique qu'un travail a été mené avec l'entreprise Smovengo afin de proposer deux options pour les noms des futurs abonnements Vélib'. Elle ajoute qu'il est important d'examiner le sujet compte tenu de l'image et cite :

L'option 1 a été déclinée à partir de la V box, boîtier numérique sur le nouveau vélo pour les différents abonnements :

- V-libre correspond au forfait à 0 euro pour lequel le paiement se fait dès qu'il y a utilisation du vélo mécanique ou électrique.
- V-plus correspond au forfait basé sur 30 minutes gratuites de vélo mécanique et 1 euro la demi-heure de vélo électrique. Le nom V+ distingue la plus-value avec la possibilité de faire du vélo électrique. On n'est pas sur le type d'abonnement actuel.
- V-max correspond à un abonnement qui permet d'avoir 30 mn de vélo électrique et 1 heure de vélo mécanique.
- V-découverte correspond à un Pass d'un jour. C'est une découverte du Vélib' à l'occasion d'une visite touristique dans l'une des villes adhérentes ou pour un déplacement professionnel.
- V-découverte tribu correspond à un Pass d'un jour pour groupe de 5 personnes maximum (groupe ou famille).
- V-séjour correspond à un Pass pour une semaine.
- V-séjour tribu correspond à un Pass pour une semaine pour un groupe.

L'option 2 est une option avec des mots en anglais

Cette option a été pensée pour les touristes.

Le choix va porter soit sur une option où tout est en français seulement, soit sur une option qui permet aussi d'avoir la version anglaise sur le site notamment.

Pour la partie anglaise, les noms proposés sont les suivants :

- V-start *versus* V-libre
- V-cool *versus* V-plus
- V-power *versus* V-max
- V-day *versus* V-découverte
- V-day family *versus* V-découverte tribu
- V-week *versus* V-séjour
- V-week family *versus* V-séjour tribu.

La Présidente souligne l'importance de s'adresser aux touristes et s'enquiert d'éventuelles questions.

M. Patrick Ollier (Métropole du Grand Paris) se dit défavorable à l'option 2 en précisant qu'il milite pour l'utilisation de la langue française et que les touristes sont capables de comprendre ce qui est écrit. Il est également opposé au terme « tribu » dont il craint le caractère péjoratif, et qu'il peut tout à fait être remplacé par le mot « groupe ». Il souligne qu'il n'existe pas de système tribal en France. Il craint que le terme suscite des polémiques et que la presse s'en empare.

Un délégué réagit en disant qu'il est partagé sur les termes, car il reconnaît que même s'il est ancré dans les traditions, il a conscience que, dans un souci d'ouverture et d'abaissement des coûts pour les communes, il serait utile d'inciter les touristes à consommer le produit par la langue. Par ailleurs, sur le terme « tribu », il souligne que sa perception dépend de ce que le terme nous invite à projeter. Cela peut projeter un esprit « cool ».

La Présidente rappelle que le forfait vise deux notions (groupes et familles).

Un délégué souligne l'importance d'avoir des termes en français pour les abonnements de base. Il ajoute que le terme « tribu » est déjà utilisé par la SNCF qui a un pack de ce nom. C'est un terme marketing. Il ne craint pas les conséquences de l'utilisation de ce mot. Concernant l'option 2, il évoque la possibilité de la réserver aux anglophones et que cela peut faciliter la compréhension des étrangers.

M. Thierry Isoard (Asnières-sur-Seine) propose de remplacer V Start par V Free, ce qui serait plus proche de la traduction de V Libre.

M. Patrice Pattée (Sceaux) convient que le terme « free » paraît plus adapté que le terme « start ».

M. Arnold Voillemin (Livry Gargan) fait une remarque sur le mot « cool » et indique qu'il se trouve dans le dictionnaire français *Larousse*. Quant au mot « tribu », il convient que c'est un terme marketing qui revient à la mode et est très utilisé dans les réseaux sociaux par les moins de trente ans. Il ajoute qu'il n'a pas trop d'avis sur la question car les interprétations dépendent des générations.

M. Matthieu Tellier (Aulnay-sous-Bois) accepte les deux options. Il rappelle l'importance de pouvoir s'adresser aux touristes. Il souligne que l'anglais est demandé pour beaucoup de professions. Il réagit également sur la notion de V free proposée, en alertant sur l'aspect payant du service. Il soutient donc que le V Start est plus approprié.

M. Traore Ibrahima (Kremlin-Bicêtre) souscrit à l'option 1 et s'étonne que l'option 2 soit débattue au regard de ce qui existe déjà dans le métro et autres transports. En effet, dit-il, différentes langues y sont proposées. Il appuie sa remarque en précisant que les villes n'accueillent pas que des anglophones mais aussi des Japonais, des Arabes, des Maliens, etc.

M. Christophe Bernier (Gennevilliers) souscrit également à l'option 1. Par ailleurs, il observe que la possibilité d'avoir des vélos électriques n'est pas assez visible alors que c'est la grande nouveauté pour 2018. Selon lui, la mention V Max n'y fait pas assez référence. V Power, oui.

Mme Tiffany Culang (Saint-Mandé) s'interroge sur l'adéquation de la notion de découverte et du temps associé. Elle estime que c'est long.

La Présidente, en conclusion, propose que les noms pour 2018 soient publiés rapidement sur le site Internet de Vélib'. Elle constate que tout le monde est d'accord sur le principe d'une option 1 en français qui sera la version de base ; que l'option 2 sera associée à la version anglaise. Elle souligne que cela ne sera pas traduit en d'autres langues (japonais, par exemple). Après avoir entendu toutes les remarques des intervenants, elle avoue être encline à conserver la mention « tribu », d'autant qu'elle est déjà utilisée par d'autres entreprises du domaine du déplacement, voire Autolib'. Elle ajoute qu'elle a entendu le manque de lien pour certaines personnes entre la mention V Max et l'aspect électrique.

M. Samuel Besnard (Cachan) souligne que le nom V Max ressemble au nom T Max des 2 roues motorisées. Il suggère de le remplacer par V Energie.

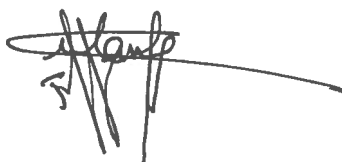
Mme Mélody Tonolli (Directrice de la communication) souligne que plusieurs difficultés ont été évoquées. Parmi tous les mots qui ont été pesés dans tous les sens, le service a travaillé sur ces noms en visant le caractère nouveau à transmettre au public. La commercialisation du service et l'image véhiculée ont également été prises en compte. Elle retient que l'option 1 sera utilisée dans les 67 villes adhérentes au nouveau dispositif de Vélib' Métropole. L'option 2 sera retenue pour l'ensemble des déclinaisons en anglais, en espagnol, en italien, en portugais, en mandarin, en allemand et en japonais.

La Présidente conclut en indiquant que les noms vont être revus au regard de toutes les remarques.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente remercie les délégués et lève la séance à 18h00.

La secrétaire de séance

Tiffany Culang



La présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement